



Conclusions de la Présidence sur la lutte contre les inégalités

1. La Présidence a organisé une session de travail consacrée à la lutte du G7 contre les inégalités, avec la participation des organisations internationales compétentes, afin de lutter contre les inégalités. La Présidence a souligné que celles-ci constituent un enjeu important pour la stabilité et la prospérité mondiales, pour la cohésion de nos sociétés et pour la confiance de nos concitoyens dans les institutions démocratiques, et qu'elles compromettent ainsi un développement économique robuste et solidaire. La Présidence a souligné que notre coopération internationale fondée sur des règles pouvait être un outil important pour lutter contre les inégalités.

2. La Présidence a souligné l'importance de la mobilisation des organisations internationales dans la lutte contre les inégalités et, dans le cadre de cette session de travail, celle de la déclaration conjointe du Directeur général de l'Organisation internationale du travail, du Président du Groupe de la Banque mondiale, du Directeur général par intérim du Fonds monétaire international, du Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce et du Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont également souligné combien il importe de lutter contre les inégalités dans le contexte de la transformation numérique et, notamment, de promouvoir des discussions visant à tirer parti de tout le potentiel de l'économie numérique et des données, notamment dans le cadre du volet d'Osaka.

3. Plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé qu'il est indispensable d'assurer un accès universel à la protection sociale et à des services de santé de qualité à un coût abordable, à commencer par les soins de santé primaires. Ils ont appelé de leurs vœux de nouveaux investissements dans l'amélioration des systèmes de santé, la priorité étant la reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Plusieurs membres du G7 ont déjà annoncé une contribution financière substantielle dans la perspective de la conférence de reconstitution du Fonds mondial qui se tiendra à Lyon les 9 et 10 octobre 2019, pour un montant total de plus de 5 milliards de dollars.

4. La Présidence a salué les contributions des groupes d'engagement de la société civile, en particulier la déclaration commune du Labour7 et du Business7, pour soutenir le dialogue social afin de lutter contre les inégalités, en particulier de « promouvoir le travail décent,

notamment des salaires équitables et décents, et ainsi, de parvenir à une croissance plus solidaire et une prospérité partagée ». Elle a également souligné l'importance des actions concrètes et des recommandations que la société civile peut développer pour relever les défis mondiaux les plus urgents.

5. La Présidence a informé ses partenaires de sa réunion le 23 août 2019 avec des entreprises privées engagées contre les inégalités (*Business for Inclusive Growth Initiative*). Elle s'est félicitée du principe d'un forum pour le financement de la croissance solidaire et elle a invité les partenaires intéressés à envisager de soutenir cette initiative. Le lancement officiel de l'initiative aura lieu lors du prochain Forum de Paris sur la Paix en novembre 2019.

6. La session de travail a également été l'occasion d'une discussion fructueuse avec les représentants du Conseil consultatif du G7 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, groupe indépendant travaillant sur une base volontaire indépendamment des gouvernements. Le Conseil a présenté ses travaux concernant les besoins pratiques et stratégiques des femmes et des filles. La Présidence a rappelé l'importance déterminante de ses travaux et de ses recommandations sur les bonnes pratiques énoncées dans les nouvelles lois innovantes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le Canada, qui l'a créé, et la France, qui l'a reconduit en 2019, ont vivement remercié le Conseil consultatif du G7 pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Les chefs d'État et de gouvernement du G7 ont adopté une déclaration séparée lançant le Partenariat de Biarritz sur l'égalité entre les femmes et les hommes, soutenant le Fonds international pour les survivants de violences sexuelles liées à un conflit, ainsi que pour l'éducation et la formation des filles et des femmes. La Présidence a également informé ses partenaires du fait que la France travaillerait avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales afin d'accueillir en 2020 à Paris une conférence internationale pour traiter la question du harcèlement scolaire.